



DÉCLARATION LIMINAIRE

CTL du 02 et 03 juillet 2019

Ça y est, le loup est sorti du bois ! **Il faut en finir avec la DGFIP et ses agent.e.s**

Les cartes départementales du « nouveau réseau » viennent d'être publiées, et pas n'importe quand, ni par n'importe qui !

La feuille de route du nouveau DG est claire : Jérôme Fournel, fossoyeur professionnel, après s'être fait les dents sur nos collègues des douanes, a une nouvelle mission : enterrer la DGFIP, et avec elle un maximum d'agent.e.s.

Le timing et la méthode ne doivent rien au hasard. Le DG a décidé de publier, en une seule fois, les cartes de tous les départements (à l'exception de Paris et les DOM), à grand renfort de communication, en fin de campagne IR, après la clôture des demandes de mutations locales et accessoirement, pour ajouter au mépris envers les agent.e.s et leurs représentant.e.s, en plein congrès national de la CGT Finances Publiques !

Depuis janvier et la divulgation de la note de la DG « bâtir un nouveau

réseau », nous savions dans le détail à quoi nous attendre. Sans changer d'un iota sa stratégie, la DG passe à l'étape suivante, en nommant un mercenaire proche de Darmanin et en lançant le 7 juin un bombardement éclair et massif, suscitant l'effroi et la sidération chez les agent .e.s.

Il faut donc analyser ces cartes et démonter une communication qui s'apparente à une campagne de propagande et de mensonges :

- les services de gestion comptable (SGC) : ce sont les back-office de la note « bâtir un nouveau réseau », dont l'objectif est de concentrer « les tâches industrialisables », ou les trésoreries hospitalières.

Nul besoin d'être devin pour comprendre que ces structures préparent les agences comptables, vouées à se développer.

- Conseillers des collectivités locales : La sélection pour recaser nos cadres A+ va être rude.

Mais pas d'impatience, le détachement vers la Fonction Publique Territoriale (FPT) n'est pas loin !

- Accueils de proximité : le must en termes de propagande. Cela prendrait la forme de permanences ponctuelles en mairie ou dans les Maisons France Services dicit Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires, les Maisons France Services devront intégrer obligatoirement les services suivant : CAF, Intérieur, Justice, Travail, Finances Publiques, CNAV, MSA, Pôle emploi, La Poste, pour obtenir le label « France Services ».

Pour répondre aux demandes du public : Qui ? Quand ? Comment ?

Peu importe ! Renvoi aux démarches en lignes, aux plate formes téléphoniques, prise de rendez-vous et, en dernier recours, renvoi aux

accueils des services de pleines compétences, s'ils assurent encore cette mission.

Le tour de passe-passe est bien là ! Il ne s'agit plus de service public, mais de service au public, qui peut donc être assuré par n'importe quel partenaire « labellisé ».

Autrement dit, transfert voire privatisation de ces missions de service public, anciennement assurées par des agent.e.s de la DGFIP ou de la Fonction Publique.

Pour la CGT Finances Publiques le plan Darmanin doit être retiré !
Aucune illusion n'est de mise. Rien de positif ne pourra sortir de ce plan de dynamitage en règle.

Le dernier volet de votre propagande est de ne pas rappeler que ces restructurations vont absorber un volume sans précédent de suppressions de postes. Les 120 000 postes supprimés d'ici 2022 dans la Fonction Publique sont régulièrement confirmés.

Le projet de loi dit de « transformation de la fonction publique » démolit nos statuts pour préparer la mobilité forcée, le salaire au mérite, la contractualisation, les pleins pouvoirs à la hiérarchie avec la fin des CAP. Le DG annonce cyniquement « les mesures d'accompagnement inédites ». Parlerait-il de la rupture conventionnelle ?

Qui n'a pas en tête le souvenir tragique des salariés de France Telecom, dont le procès des dirigeants se tient en ce moment même !

Le nouveau DG attend explicitement des agent.e.s et de leurs organisations syndicales « une collaboration active pour construire ensemble le nouveau réseau de la DGFIP ».(Ulysse, 6 juin 2019)

La CGT Finances Publiques est claire, elle n'a pas pour rôle d'accompagner la destruction de nos missions, de nos emplois, de nos droits et garanties. Elle refuse de participer à cette concertation qui, en voulant associer les OS à l'élaboration des schémas départementaux du plan Darmanin, vise à désarmer les agent.e.s.

Au contraire, **la CGT Finances Publiques appelle au rassemblement dans l'unité l'ensemble des agents et des organisations syndicales pour refuser le cadre fixé par la DG, et ainsi organiser le combat nécessaire pour empêcher ce plan dévastateur.**

La CGT Finances Publiques 87 appelle, dès aujourd'hui, massivement tous les collègues à la journée de mobilisation du 24 septembre 2019, ainsi qu'à toutes les initiatives portées pour gagner le retrait du plan Darmanin.